

**ELIE BARNAVI.** Ancien ambassadeur d'Israël en France, historien, il dresse le tableau de la situation au Proche-Orient. Entretien.

# « Intervenir pour une paix durable »

**L**orsque je songe à l'année écoulée, je ne peux m'empêcher de penser que le Proche-Orient a connu une certaine régression. En apparence, bien sûr, il ne s'est rien passé de bien neuf. Cependant, la formidable espérance qu'avait suscitée l'élection de Barack Obama n'a pas été confortée, l'énergie nouvelle tant attendue n'est pas venue tandis que, pendant ce temps, sur le terrain, la situation restait alarmante. D'aucuns seront tentés de nuancer ce sombre diagnostic en faisant valoir que dans la région la violence a diminué durant les derniers mois de 2009. Mais si rien de concret ne permet de faire avancer le processus de paix, nous risquons bel et bien d'assister à une nouvelle vague de violences, voire à de graves dérives.

Je ne pense pas qu'un nouveau chef d'État quel qu'il soit ne dispose que d'un an pour changer une situation aussi complexe que celle du Proche-Orient. Pareille idée n'aurait pas de sens. Mais j'estime que, si la situation se dégrade, cela résulte d'abord de l'attitude de Barack Obama, qui semble connaître un passage à vide. D'ores et déjà, il a commis un certain nombre de fautes qui ne sont pas assez soulignées dans la presse. D'abord, il a très mal géré la question du gel des implantations de colonies : soit il l'imposait au gouvernement israélien, soit il renonçait à les lui demander. Mais il s'est placé dans une situation presque timide qui lui interdisait d'obtenir une réponse positive. Au fond, pourquoi Benyamin Netanyahu aurait-il sacrifié sa majorité sans une irrésistible pression de son allié historique ?

## Faiblesse d'Obama

Ensuite, la main que le président américain a tendue aux Iraniens est restée suspendue. Barack Obama s'est donc mis dans une position de faiblesse, ce qui est d'autant plus néfaste que, dans la région, la force est une valeur particulièrement appréciée. J'ajouterai que Barack Obama aime décider après avoir longuement réfléchi et que cette lenteur, que l'on peut considérer comme une marque de sagesse, est également perçue au Proche-Orient comme un signe d'indécision.

Or, les États-Unis sont les seuls à pouvoir imposer leurs vues. J'entends bien ce que l'on dit à propos de l'Union européenne et je constate, moi aussi, que cette alliance avance dans la bonne direction en renforçant ses institutions. Mais elle ne possède pas encore les moyens de conduire une véritable politique étrangère commune. Ce pouvoir demeure entre les mains des chefs d'État et de gouvernement et je crois que si l'Union européenne peut soutenir des



ARNAUD FÉRIER © FLAMMARION

## « Les Américains sont les seuls à pouvoir imposer leurs vues au Proche-Orient »

négociations de façon fructueuse, ce qui n'est pas négligeable, elle ne peut pas contribuer directement à résoudre la crise du Proche-Orient.

Il faut donc espérer que les États-Unis fassent le geste décisif. Hélas, les Américains ne savent pas toujours ce qu'ils veulent : les pouvoirs et les contre-pouvoirs de leur gigantesque machine politique provoquent ce que j'appellerai des « retards à l'allumage ». Ils ont tendance à ne pas suivre les dossiers, à laisser faire leurs partenaires et, de la sorte, à gaspiller l'élan généré par une négociation. C'est là que le bât blesse.

## Course de vitesse

Si la chance leur sourit parfois - ce fut le cas lorsque Jimmy Carter a assuré la négociation des accords de Camp David ou bien quand Bill Clinton est parvenu à faire signer, à Washington, les accords d'Oslo -, elle les abandonne dans certaines circonstances tout aussi cruciales

- je pense évidemment à l'échec des négociations entre Bill Clinton, Yasser Arafat et Ehud Barak. Bon nombre d'historiens ayant souligné que les États-Unis agissent, dans l'histoire, *in fine*, de façon positive mais toujours à contretemps.

Est-ce une raison pour se montrer pessimiste ? Non, bien sûr. D'abord, nous ne devons pas enterrer tout de suite un homme de la qualité de Barack Obama. Quand on accède au pouvoir suprême en venant de Chicago, une ville particulièrement rugueuse, on possède sans aucun doute de grandes ressources. En outre, cet homme fait preuve d'une grande intelligence et d'une éloquence indiscutables.

Ces sont là des atouts qu'il ne manquera pas de mettre en œuvre au Proche-Orient. Donnons-lui sa chance. S'il parvient à faire accepter sa réforme du système de santé, ce qui paraît en bonne voie, je crois qu'il pourra se consacrer au Proche-Orient d'une manière autrement plus efficace.

Chacun connaît les termes de la paix [partage de Jérusalem, rétrocession des colonies aux Palestiniens et du Golan à la Syrie en échange de garanties sur la sécurité, *ndlr*]. Encore faut-il la réaliser. Il n'y a pas d'exemples où des pays en guerre aient fait des compromis sans

intervention extérieure. La faiblesse des systèmes politiques israélien et palestinien les empêche de mettre un terme, seuls, au conflit qui les oppose. L'Autorité palestinienne subit un grave discrédit au sein du peuple qu'elle représente. Israël, de son côté, vit quasiment selon les institutions de la quatrième République française et souffre donc de la même impuissance. Si l'on se souvient que même de Gaulle, après son retour au pouvoir en 1958, a manqué être renversé par l'armée pour avoir mené une politique audacieuse en Algérie, on comprend qu'il faudrait deux leaders d'une force exceptionnelle pour créer les conditions d'une paix durable. Celles-ci ne pourraient donc venir, je le répète, que d'une intervention extérieure.

Après tout, Ben Gourion n'est sorti du Sinaï que parce que les États-Unis et l'URSS ne lui donnaient pas le choix d'agir autrement. Si la communauté internationale ne siffle pas la fin de la récréation, les ennemis en présence continueront de plus belle.

Il reste qu'une des clés du problème se trouve, aujourd'hui, en Iran. Une véritable course de vitesse s'est engagée entre le régime des mollahs, qui cherche à fabriquer l'arme nucléaire, et ses opposants qui veulent le faire tomber avant qu'il en dispose.

## Intervention étrangère

J'observe, comme tout le monde, que le divorce entre le pouvoir iranien et la société civile est désormais profond. Le peuple se révolte avec une belle énergie. Mais le pouvoir en place contrôle encore les principaux leviers de la répression, ce qui lui laisse du temps, c'est-à-dire une arme essentielle en de telles circonstances. Voilà pourquoi je pense que c'est l'intervention étrangère qui résoudra le problème. Sous quelle forme ? Soit qu'une forte pression décourage le régime de Téhéran de se doter de la bombe, soit qu'Israël assume une opération militaire.

Bien entendu, j'entends dire ici ou là que Tsahal a montré ses limites lors de l'intervention au Liban. Mais il ne faut pas confondre les difficultés que rencontre toute armée face à la guérilla avec les risques d'une offensive traditionnelle. Contre une armée régulière, les Israéliens n'auraient pas les mêmes problèmes. Ce ne serait pas une partie de plaisir : on aurait affaire à des sites enfouis, protégés par des populations civiles, ce qui poserait des problèmes moraux importants. Mais Israël ne restera pas inerte.

Bref, comme chaque année au Proche-Orient, tout peut arriver. Le meilleur comme le pire. ■

« Une des clés du problème se trouve, aujourd'hui, en Iran »

## À LIRE

Aujourd'hui ou peut-être jamais  
Elie Barnavi  
Éditions André Versaille  
151 p., 14,90 €